



CONSEIL NATIONAL de la
MER ET DES LITTORAUX

Avis 2019-3 – Bureau du 13 mars

Projet de décret relatif à l'utilisation du domaine public maritime en dehors des limites administratives des ports

Le projet de décret concerne, d'une part, les concessions d'utilisation du domaine public maritime (CUDPM) et d'autre part, les zones de mouillages et d'équipements légers (ZMEL).

Les concessions d'utilisation du domaine public maritime

Il s'agit des titres domaniaux privilégiés pour encadrer le développement de toute activité en mer susceptible de porter atteinte à l'état naturel du rivage, à condition que les travaux et installations associés soient affectés à l'usage du public, à un service public ou à une opération d'intérêt général. Afin de fluidifier le déroulement de l'instruction administrative des demandes de concessions, certaines précisions sont introduites dans le projet de décret soumis à l'avis du bureau du CNML. Celles-ci visent essentiellement à clarifier le rôle du préfet maritime et le moment où il est amené à rendre son avis conforme.

Les zones de mouillages et d'équipements légers

Le dispositif des ZMEL a été créé par la loi littoral du 3 janvier 1986.

Il offre plusieurs atouts :

- il permet une amélioration de la situation initiale par une (ré)organisation des mouillages existants et une limitation des mouillages dits « sauvages »,
- il contribue à une sécurisation du plan d'eau et à la bonne conciliation des usages sur le littoral,
- il est un gage de préservation des écosystèmes littoraux et marins.

300 ZMEL sont aujourd'hui en cours d'exploitation correspondant à une capacité d'accueil totale d'un peu plus de 34 000 places. Il est aujourd'hui nécessaire de renforcer le recours à ce dispositif collectif de gestion des mouillages plus écologique et préservant les habitats marins fragiles. Tel est d'ailleurs l'objectif de la mesure 55 du CIMER.

Aussi, il est proposé de rénover le dispositif des ZMEL autour de quatre axes majeurs :

- l'ouverture à d'autres types d'embarcations que celles relatives à la plaisance à condition qu'elles soient destinées à la navigation maritime ;
- la clarification des dispositions relatives aux équipements et installations autorisés dans ces zones avec la volonté de réaffirmer le principe de réversibilité des aménagements liés aux mouillages en dehors des ports ;
- l'intégration dans la procédure d'instruction des demandes d'autorisation de nouvelles exigences législatives liées à la protection de l'environnement (création des aires marines protégées) et à l'attribution des autorisations domaniales pour les activités liées à une exploitation économique (obligation de publicité et de mise en concurrence) ;

- la révision de la forme juridique de l'autorisation domaniale, en privilégiant notamment une forme contractuelle plutôt que la forme unilatérale actuelle, ce qui favorisera l'adaptation des modalités de gestion des ZMEL au contexte et aux caractéristiques de la navigation locale.

Avis du CNML

Considérant

Que le texte répond aux difficultés exprimées par les services déconcentrés pour trouver des gestionnaires de zones de mouillage et d'équipements légers (ZMEL : accueil des plaisanciers, sécurité...).

Que le dispositif actuel étant le même partout et qu'il devient nécessaire de pouvoir l'adapter en fonction du contexte.

Qu'il est nécessaire de lutter contre les mouillages sauvages et illégaux et donc de permettre le développement de ces ZMEL.

Le bureau du CNML approuve le projet de décret.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Bureau", with a long horizontal stroke extending to the right.